

*L'Adresse—M<sup>me</sup> Carney*

S'il est vrai que la libéralisation des échanges se poursuit, il est également vrai que la création d'une identité nationale continue de poser un défi aujourd'hui. Le gouvernement le reconnaît et nous avons déclaré très clairement à nos négociateurs que la capacité du gouvernement actuel de protéger et d'enrichir la culture canadienne ne fera l'objet d'aucune négociation. Nous voulons un pays dont les habitants peuvent communiquer entre eux grâce aux arts et aux grands médias. L'essence de la spécificité canadienne ne peut ni ne doit faire l'objet de compromis.

Permettez-moi un dernier commentaire, avant de conclure, monsieur le Président. J'ai parlé jusqu'à maintenant de notre politique commerciale à deux volets. Je me permets de souligner un autre élément de notre stratégie commerciale globale, à savoir qu'il faut chercher de nouveaux marchés d'exportation. J'envisage la promotion des exportations canadiennes comme un élément clé de mon portefeuille. Bien qu'elle soit essentielle, la négociation des modifications aux règles du commerce ne suffit pas. Nous devons continuer à chercher de nouveaux débouchés pour nos biens et services. Conformément à l'énoncé du discours du trône, une importance particulière sera accordée au commerce avec le Japon et d'autres pays riverains du Pacifique. J'aurai l'occasion d'aborder cette question à nouveau dans les prochains mois.

Ainsi, monsieur le Président, nous savons exactement ce que nous faisons. Nous sommes bien préparés et convaincus que la stratégie envisagée est la meilleure façon de servir l'intérêt national. Nous consultons activement les provinces. En effet, notre réponse à la question du bois d'oeuvre est un très bon exemple de collaboration entre le gouvernement fédéral et les provinces dans le domaine commercial.

Nous avons bénéficié des conseils d'un grand nombre d'experts du secteur privé et, comme l'a répété le premier ministre, si nos négociations n'aboutissent pas à un accord plus profitable pour le Canada, nous ne signerons pas. Cependant, je pense que nous devons essayer. Selon nous, les problèmes commerciaux surgis ces dernières années dans les secteurs du bois d'oeuvre, de la pêche, du porc et de l'acier montrent que les règlements commerciaux existants doivent être améliorés.

Nous ne pouvons pas améliorer les choses en nous contentant de tourner le dos et d'abandonner. Nous pouvons soit négocier pour promouvoir nos intérêts, soit abandonner et laisser les autres fixer unilatéralement les règles pour nous. Nous avons choisi de négocier, non parce que c'est une décision populaire ni parce que c'est facile, mais parce que cela sert l'intérêt national du Canada et des Canadiens.

**Des voix:** Bravo!

**M. Langdon:** Monsieur le Président, je voudrais d'abord présenter mes félicitations à la ministre pour sa nomination à son nouveau poste. Il n'est pas possible de le faire à la période des questions et je suis heureux d'en avoir maintenant l'occasion.

Je constate cependant qu'une fois de plus, le gouvernement, par l'intermédiaire de la ministre, s'est contenté d'insulter ceux qui l'ont critiqué. Elle a déclaré qu'ils n'ont aucune solution à offrir. Je lui suggère de nous écouter, comme nous l'avons fait pendant son discours d'aujourd'hui, lorsque nous interviendrons la semaine prochaine. Nous allons lui dire ce que nous ferions au lieu de ce qui se fait actuellement.

J'ai aussi remarqué certaines inexactitudes dans le discours que nous venons d'entendre, en particulier au sujet du GATT. Ayant personnellement participé aux réunions du GATT, je dois dire que l'entreprise bilatérale que nous menons auprès des États-Unis se heurte à énormément de réticence et d'opposition de la part des délégués européens et japonais et des autorités du GATT. Si la ministre l'ignore, qu'elle en parle au secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) qui dirigeait la délégation ou au ministre d'État aux Finances (M. Hockin) qui était lui aussi présent et pourra, j'imagine, lui confirmer mes dires.

Sachant qu'il est impossible d'avoir un débat approfondi à cette étape-ci, j'aimerais cependant poser très brièvement quelques questions. J'attends avec impatience le débat approfondi promis par le premier ministre (M. Mulroney) lorsqu'il a annoncé pour la première fois l'initiative que nous poursuivons auprès des États-Unis. La Chambre n'a toujours pas été invitée à procéder à ce débat.

J'ai trois questions à poser. Premièrement, si nous nous soucions de choses telles que l'accès aux États-Unis, le slogan «Achetez américain» et toutes sortes d'autres questions de protectionnisme étroit aux États-Unis, pourquoi ne pas suivre la voie du GATT maintenant que les négociations du GATT sont lancées à la suite de Punta del Este et mener ces négociations avec les États-Unis avec l'appui massif des alliés qui s'inquiètent tout autant de chacun des points abordés par la ministre dans son discours? Nous pourrions par exemple avoir l'appui massif des Japonais.

● (1620)

Deuxièmement, le mandat de M. Reisman sera-t-il enfin divulgué à la Chambre étant donné qu'il a terminé la première série de pourparlers et que les premiers ministres provinciaux ont été mis au courant?

Troisièmement, pourrais-je prier la ministre de changer d'attitude qui était aussi celle de son prédécesseur et de faire connaître aux Canadiens ce qu'est précisément le mandat de M. Reisman dans ces pourparlers au lieu de poursuivre des relations diplomatiques clandestines qui ne sont pas de mise entre deux démocraties modernes?

**Mlle Carney:** Monsieur le Président, pour répondre aux préoccupations exprimées par le député, j'ai consulté à nouveau mes notes. Je n'y vois aucune mention de ces insultes dont le député a parlé. La seule observation que j'ai faite au sujet des critiques est que ceux qui en font sont tenus d'examiner ces mêmes questions et de dire aux Canadiens comment leurs politiques répondront aux besoins actuels des Canadiens. Je ne crois pas que ce soit une insulte que de demander aux partis de l'opposition, notamment au NPD, d'exposer sa politique, car il s'agit de la nature même de cette politique et non des occasions de l'exposer qui sont offertes par le gouvernement.

En réponse aux questions précises posées par le député, quand il parle de la nécessité de tenir nos alliés au courant de nos discussions avec les États-Unis, il ne semble pas comprendre que nos relations avec les États-Unis sont uniques en leur genre. Les États-Unis achètent 78 p. 100 de nos exportations et à notre tour nous sommes leur plus gros client. Une seule province, l'Ontario, vend autant aux États-Unis que le Japon.